



Monsieur Serge KOLLWELTER
Ronnen Dësch

Dossier suivi par :
Jacques Brosius
Tél : 247 85764

Luxembourg, 26 octobre 2020

Réf. : 2020/5519

Objet : Consultation dans le cadre de la révision de la loi sur l'intégration

Monsieur Kollwelter,

Le multiculturalisme de notre société et le vivre-ensemble de tous les résidents sont les forces et les atouts de notre pays, que ce Gouvernement promeut activement.

Les attentes et les besoins en matière de vivre-ensemble ont évolué de sorte que la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'intégration des étrangers nécessite une réforme afin d'adapter le cadre législatif aux défis de notre société d'aujourd'hui et de demain.

Il importe au Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région d'inclure les acteurs-clés de l'intégration dans ce processus. Il lance donc une large consultation dont l'objectif est de repenser et de redessiner la politique d'intégration au Luxembourg.

Le Ronnen Dësch fait partie de ces acteurs-clés et votre expérience et vos connaissances en la matière permettront d'alimenter nos réflexions afin de répondre au mieux aux besoins du terrain et des différentes populations cibles.

Je vous invite donc à me faire part de votre vision de l'intégration au Luxembourg. Les quelques questions ci-dessous sont destinées à vous guider dans vos réflexions ; elles ne sont ni exhaustives, ni limitatives :

Qu'est-ce que l'intégration ? A quoi doit servir une politique d'intégration ? Quelle approche d'intégration favorisez-vous ? Qui est concerné par l'intégration et quels sont les besoins des personnes concernées ? Notre cadre législatif et nos institutions actuels permettent-ils de répondre à ces besoins ? Quels sont les instruments, mesures, procédures qui sont indispensables à la mise en place d'une politique d'intégration cohérente ? Comment voyez-vous le rôle des différents acteurs : Gouvernement, communes, institutions, fédérations, société civile, citoyens, ... ?

Une attention particulière devrait également être portée à la question de la lutte contre la discrimination, qui constitue un élément essentiel du vivre-ensemble au Luxembourg.

Enfin, je vous invite à inclure dans vos réflexions, non seulement les résidents du Luxembourg, mais également les travailleurs frontaliers et les personnes qui sont actuellement dans une procédure d'acquisition de leur droit de séjour au Grand-Duché.

Ce recueil d'avis auprès des acteurs-clés de l'intégration constitue la première phase d'un processus de consultation qui connaîtra des étapes successives et qui aboutira à la rédaction d'un texte législatif. Dans une deuxième phase, des « focus groups » seront organisés avec les acteurs qui auront participé à la consultation, et ce afin de préciser ensemble certains aspects identifiés lors de la première phase. J'ai par ailleurs saisi Monsieur le Président de la Chambre des Députés d'une demande en vue de l'organisation d'un débat de consultation sur l'intégration au Luxembourg. Enfin, au printemps de 2021, sera organisée une série de réunions régionales qui permettront aux citoyens et aux frontaliers de s'exprimer également quant aux différents aspects de la politique d'intégration.

Je vous prierais donc de bien vouloir faire parvenir votre contribution, pour le 26 novembre 2020 au plus tard et de préférence par voie électronique, à Monsieur Jacques Brosius, responsable du Département de l'intégration (jacques.brosius@integration.etat.lu). Monsieur Brosius se tient bien évidemment à votre disposition pour toute précision et clarification.

Je suis persuadée que votre analyse et vos propositions enrichiront les discussions et les travaux d'élaboration d'une nouvelle loi sur l'intégration.

Je vous remercie d'ores et déjà de vos précieuses contributions et je vous prie, Monsieur Kollwelter, de recevoir mes salutations distinguées.

Villemoels Merci!

Le Ministre de la Famille et de l'Intégration



Corinne CAHEN

Annexe:

- ✓ Liste des associations et organismes consultés

Liste des associations et organismes consultés

- Agence du Bénévolat
- Association de Soutien aux Travailleurs
- Centre de Liaison, d'Information et d'Aide pour les Associations d'Etrangers au Luxembourg, en concertation avec les associations membres
- Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales
- Centre pour l'égalité de traitement
- Comité économique et social de la Grande Région
- Commission consultative des Droits de l'Homme
- Confédération Générale de la Fonction Publique
- Croix-Rouge Luxembourgeoise
- Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg
- Fondation Caritas Luxembourg
- Les membres effectifs du Conseil national pour étrangers
- Lëtzebuerger Chrëschtliche Gewerkschafts-Bond
- Lëtzebuerger Flüchtlingsrot
- Mouvement écologique
- Œuvre national de secours Grande-Duchesse Charlotte, en concertation avec les porteurs de projets
- Ombudsman
- Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher
- Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg
- Ronnen Dësch
- Syndicat des villes et communes luxembourgeoises
- Task Force Frontaliers
- Union des Entreprises Luxembourgeoises
- 102 communes en concertation avec leur commission consultative communale d'intégration